

LES ACTUALITÉS DU SECTEUR

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Suite à la réorganisation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Conseil des Ministres du 2 mai 2014 a confirmé les nominations des principaux postes du Ministère :

- Secrétaire Général : M. BAOUA GARBA
- Secrétaire Général Adjoint : M. LAMIDO KANTA
- Conseiller technique du Ministre : M. CHAIBOU TANKARI
- Directeur général de l'assainissement : M. ISMAGUIL BOBADJI
- Directeur général de l'hydraulique : M. DOULLA ADAMOUM
- Directeur général des ressources en eau : M. ATTAHIROU KARBO.

REVUE SECTORIELLE 2014

A l'occasion de la revue sectorielle du PN-AEPA qui s'est tenue en mai dernier, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a présenté la programmation 2015 :

Objectifs 2015	Activités	Budget 2015 (Milliers de F CFA)	Financement acquis 2015* (Milliers de F CFA)	%
Hydraulique rural	Construction de 2 172** EqPEM Réhabilitations	48 006 143	35 392 833	74
Assainissement rural	Subvention à la réalisation d'ouvrages d'assainissement Renforcement des opérateurs privés en matière d'assainissement Plans stratégiques d'assainissement et de gestion des boues de vidange	10 833 158	5 527 299	51

* Hors contribution de l'Etat – Budget d'investissement de l'Etat

** Pour rappel, 1 369 Équivalent Point d'Eau Moderne (EqPEM) ont été réalisés en 2012.

Au total, le budget 2015 (incluant les composantes : hydraulique urbaine, GIRE, Gouvernance et Fonctionnement) est estimé à 117 milliards de F CFA. 92 milliards de F CFA sont acquis, soit

79%. Comme nous le montrent ces chiffres, les besoins sont importants et nécessitent une action accrue de tous les partenaires engagés dans le secteur.

Un groupe de travail (GT-PNAEPA) devrait être mis en place prochainement pour l'élaboration de la programmation 2016-2030. Le Groupe devrait comprendre les représentants de tous les acteurs et s'appuyer sur les recommandations de l'évaluation du PN-AEPA qui s'est achevée en juillet dernier.

Contact : Amadou Taweye, Directeur des Etudes et de la Programmation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, amadoutaweye@yahoo.fr

ASSAINISSEMENT

Deux études sur l'hygiène et l'assainissement en zone rurale ont été récemment réalisées par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement avec l'appui du Programme Eau et Assainissement (WSP):

- Recherche formative en milieu rural au Niger afin d'identifier les principaux facteurs influençant les comportements sanitaires
- Etude sur les approches existantes en matière de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) et d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) en milieu rural

Ces études apportent quelques enseignements sur les pratiques des populations locales et les projets mis en œuvre pour améliorer la situation :

L'utilisation de latrines et le lavage des mains, deux pratiques d'hygiène à promouvoir :

- La défécation à l'air libre est une pratique courante en milieu rural (pour 88,5% des personnes enquêtées)
- Le lavage des mains avec du savon est loin d'être généralisé
- La préservation de l'intimité (61.4%), une meilleure santé dans le ménage (57.6%), un appui extérieur de type ONG (28.3%), une meilleure santé pour la communauté (22.5%), l'augmentation du confort (20%) sont citées comme principales motivations de la construction de latrines
- A l'inverse, le coût est la principale contrainte évoquée pour la construction ou l'amélioration d'une latrine. Certaines croyances et peur (de tomber dans le trou, d'infections, etc.) peuvent freiner l'utilisation de latrines.
- La radio est le média le plus écouté, suivi des assemblées communautaires et des campagnes de masse.
- Les infirmiers/agents de santé ainsi que les chefs de village apparaissent comme des personnes ressources et dignes de confiance pour obtenir des conseils ou informations relatifs au domaine sanitaire. Pour transmettre des messages en matière d'hygiène, les imams (par leurs prêches) peuvent être mobilisés, d'autant plus que l'islam accorde une

très grande importance à l'hygiène mais aussi à la pudeur et à l'intimité. Les enseignants jouent également un rôle important auprès des enfants scolarisés.

Il s'agit donc d'agir auprès des populations ayant une faible expérience d'utilisation des équipements sanitaires et certaines fausses idées relatives à la sécurité et aux coûts des latrines. Présenter des expériences positives d'utilisation des latrines et offrir des activités de sensibilisation semblent donc des étapes primordiales pour améliorer les pratiques et comportements d'assainissement.



Panneau de sensibilisation à Tessaoua

Une approche « projet » des partenaires de coopération qui présente des limites en termes de durabilité/reproductibilité :

- Les projets touchent un nombre réduit de villages
- Les ouvrages réalisés dans le cadre de ces projets sont largement subventionnés
- Les technologies mises en œuvre sont diverses (latrines traditionnelles, VIP, Ecosan ou Sanplat, latrines publiques), mais reflètent plus le choix des promoteurs des projets que celui des bénéficiaires.
- L'appui technique apporté aux acteurs locaux (maçons, comités villageois, etc.) sont limités à la durée de vie du projet

Une bonne adaptation des interventions au contexte social et culturel :

- Les stratégies de communication sont bien élaborées, imprégnées de valeurs culturelles, et emploient des canaux de communication adaptés (radio, agents de santé, relais communautaires, leaders religieux, etc.).
- L'organisation communautaire joue un rôle stratégique pour les actions de sensibilisation et de salubrité; grâce à son ancrage sociologique, elle exerce une réelle influence auprès des villageois.

L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), une stratégie de communication efficace mais pas suffisante :

Cette approche introduite en 2009 au Niger est une stratégie de communication efficace et reflète une meilleure adhésion des familles et des comités villageois. Toutefois les résultats en matière de salubrité des villages sont très faibles et montrent qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'environnement sanitaire des zones rurales.

Si cette approche vise à se passer de subventions directes aux bénéficiaires, cette approche nécessite cependant des financements importants : en effet, de nombreux facilitateurs, bien formés doivent se déployer dans les villages pour les mobiliser. De plus, le recours à des subventions ciblées est bien souvent nécessaire pour faciliter l'équipement des ménages les plus défavorisés.

Un manque de coordination locale et nationale :

Les intervenants sont très peu au courant de leurs actions respectives et les structures de l'Etat n'ont pas les moyens d'animer les cadres de concertation de manière régulière.

- La Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (SOPHAB), élaborée en 2013 servira de cadre de référence pour tous les acteurs et facilitera la bonne cohésion entre les acteurs à l'échelon national.
- Au niveau local, les collectivités nigériennes, responsables de l'hygiène et de l'assainissement, ont également un rôle à jouer par l'animation de cadres de concertation locaux impliquant élus, société civile et représentants des populations.

ASSISES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-NIGERIENNE, OCTOBRE 2014

Les Assises de la coopération décentralisée se tiendront à Niamey, du 13 au 17 octobre 2014.

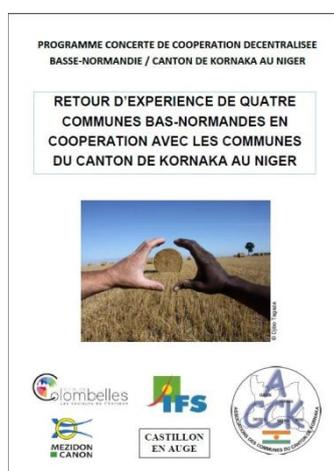
L'eau et son assainissement, fera l'objet d'une table-ronde. Les discussions seront l'occasion de présenter les responsabilités des collectivités nigériennes dans le développement des services d'eau et d'assainissement et de mieux comprendre comment les partenaires de coopération décentralisée peuvent les accompagner dans leurs missions. Le Conseil Général du Val de Marne et la Ville de Zinder sont les chefs de file de cette thématique.

En savoir plus : [Programme provisoire](#)

Contact : Rachida Mahmoudi, Conseil Général Val de Marne : rachida.mahmoudi@valdemarne.fr

LES ACTUALITES DES PROJETS

RECIPROCITE ET INTERCOMMUNALITE DANS UN PROJET DE COOPERATION : RETOUR D'EXPERIENCE BASSE-NORMANDIE/KORNAKA



Le programme concertée de coopération décentralisée Basse-Normandie/Canton de Kornaka est un exemple d'action intercommunale impliquant quatre communes bas-normandes (Iffs, Colombelles, Mézidon-Canon et Castillon-en-Auge) et cinq communes du canton de Kornaka (Adjékoria, Dan Goulbi, Kornaka, Mayara et Sabon Machi) réunies au sein de l'ACCK, l'association des communes du canton de Kornaka.

En 2012, appuyés par Eau Vive, les partenaires se sont lancés dans une démarche de capitalisation de l'expérience axée sur l'intercommunalité et la réciprocité.

Dans un premier temps, les travaux se sont concentrés sur les attentes et retombées du programme ici en France. Il en ressort que ce partenariat a fortement renforcé les échanges et les liens entre les

communes françaises et a contribué à l'animation et au développement du territoire bas normand par :

- L'organisation de manifestations en lien avec le programme de coopération,
- La mobilisation des écoles et structures de jeunesse sur le programme de coopération, renforçant ainsi les liens entre les communes bas-normandes et les habitants
- L'échange de pratique entre communes sur l'implication des habitants, les politiques éducatives et de jeunesse, l'intercommunalité, etc.

La prochaine étape concernera l'expérience des collectivités nigériennes.

En savoir plus : [Document de capitalisation](#)

Contacts : Hélène de La Porte, Eau Vive Basse-Normandie, hdelaporte@eau-vive.org

Faites nous part de vos suggestions !

Vous avez des questions, des remarques ou des informations à partager auprès des membres du réseau Niger, contactez-nous :
Beatrice Turlonnias, turlonnias@pseau.org